

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 01/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EOVAL

1 chemin de La Fibat
31390 Lafitte-Vigordane

Références : 2024-427
Code AIOT : 0006807994

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2024 dans l'établissement EOVAL implanté 1 chemin de La Fibat 31390 Lafitte-Vigordane. L'inspection a été annoncée le 10/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les PFAS sont des composés avec une grande durée de vie dans l'environnement. Un plan d'action ministériel PFAS a été défini début 2023 afin, dans un premier temps, de mieux connaître les sources de ces substances et leur mode de diffusion dans l'environnement, pour ensuite mettre en place des actions de réduction à la source chez les principaux émetteurs. En ce sens, l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation, permet à l'inspection de collecter les résultats de la campagne de mesures réalisées auprès des sites industriels potentiellement émetteurs de quantités significatives de PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOVAL
- 1 chemin de La Fibat 31390 Lafitte-Vigordane
- Code AIOT : 0006807994
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EOVAL exploite, sur son site de Lafitte-Vigordane, une plate-forme de tri, regroupement, préparation et transfert de déchets dangereux autorisée par arrêté préfectoral [AP] n°34 du 07/03/2011. Toutes les opérations qui y sont effectuées ont pour objectif de préparer les déchets (déconditionnement, broyage, séparation de phase) en vue d'optimiser leur expédition vers des unités externes de valorisation et de traitement adaptées.

La plate-forme reçoit des déchets en vrac (citernes/bennes) et des déchets conditionnés (flaconnage, bidons, fûts, conteneurs).

Le mode de conditionnement des déchets est l'un des critères d'orientation vers les différentes unités du site. Un autre critère d'orientation est lié à la nature du déchet : la possibilité d'en extraire une part valorisable ou de séparer les phases qui le composent. Le tonnage maximal de déchets autorisé transitant sur le site est de 20 000 tonnes par an.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- Unité U02: Unité de tri, déconditionnement, regroupement et transit et U02-300 (déconditionnement des déchets liquides inflammables) est isolé du reste du bâtiment U02 par des parois coupe-feu dépassant en toiture et par des portes coupe-feu,
- Unité U05: Auvent de stockage des bennes, emballages et déchets valorisés, protégé par un système sprinkler et doté de RIA,
- Unité U08: Unité de regroupement des déchets liquides vrac (cuves aériennes) et de valorisation des hydrocarbures (séparation de phase).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	réention Déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 5.1.4	Demande d'action corrective	1 mois
8	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 7.6.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des	Arrêté Ministériel du 20/06/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	campagnes d'analyse	article 3	
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a essentiellement porté sur les analyses analyse des PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation du fait de son classement sous la rubrique 3510 de la nomenclature des installations classées.

A l'issue de la visite terrain, l'inspection a constaté 2 faits avec suites (demandes d' actions correctives) relatifs:

- aux conditions de stockages des GRV contenant des déchets dangereux liquides,
- à l'entretien des moyens d'intervention du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a analysé les 20 PFAS listés à l'alinéa 2 de l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé et les</p>

PFAS liés à son process.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé les trois campagnes d'analyses en mars, avril et mai 2024. Le prélèvement a été effectué au niveau du seul point de rejet aqueux des eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées de l'établissement en sortie du bassin de sécurité. Tous les paramètres obligatoires ont fait l'objet d'analyse en respectant les échéances réglementaires. Ainsi il ressort des trois campagnes analyses que :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les PFAS listés à l'alinéa 2 de l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé, les PFAS liés au process du site, ainsi que le paramètre AOF (Fluor Organique Adsorbable) ont bien été analysés, -la VLE du PFOS relative à l'arrêté ministériel du 02 février 1998 est respectée, -aucun PFAS n'est quantifié à une concentration supérieure de 0.1 µg/L qui est la limite de quantification minimale à respecter, -l'indice AOF a été quantifié à une concentration supérieure de 2µg/L qui est la limite de quantification minimale à respecter pour une seule campagne d'analyse, pour les deux autres campagnes l'indice est inférieur à la concentration de 2 µg/L.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
Constats :

Il a bien été vérifié que les organismes mandatés sont accrédités par le COFRAC pour le prélèvement (Bureau Veritas) et pour les analyses des PFAS (AGROLAB).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Les prélèvements ont bien été réalisés de manière homogène, par échantillonnage sur une durée de 24 heures dans des conditions normales de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Il a été vérifié que les limites de quantification du rapport d'analyse respectent celles fixées par l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a transmis les résultats commentés de ces campagnes d'analyse via l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : rétention Déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas des risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier les aires d'entrepôts de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus des eaux météoriques souillées (...)
Constats : Lors de la visite terrain, il a été constaté que de nombreux GRV contenant des déchets liquides dangereux ne disposaient pas de capacité de rétention associée. De plus ces derniers n'étaient pas stockés sur des aires prévues et dédiées à leurs entreposages (rétention spécifique). L'exploitant a indiqué qu'un flux exceptionnel de déchets était présent sur le site. Ainsi les aires aménagées à cet effet ne permettaient pas d'absorber ce flux. L'exploitant respectera les dispositions susvisées dans les meilleurs délais et au plus tard sous un mois. Sans mise en œuvre d'actions correctives dans le délai d'un mois, l'inspection proposera à M.le Préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2011, article 7.6.2
--

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'une façon générale, il a été constaté que les moyens de lutte contre l'incendie et les commandes de désenfumage sont correctement signalés, facilement accessibles, et en bon état apparent. Ces équipements font l'objet de vérifications périodiques. Ont notamment été examinés les rapports de vérification des équipements suivants :</p> <p><u>Désenfumage</u></p> <p>Le système de désenfumage du site fait l'objet d'une vérification périodique annuelle. La dernière vérification a été effectuée le 20/04/2023 par la société DESAUTEL. Le bon d'intervention correspondant a été présenté et conclut à un bon fonctionnement des installations. Une nouvelle vérification périodique est programmée pour cette année 2024.</p> <p>L'exploitant transmet le bon de commande relatif à la vérification périodique du désenfumage pour l'année 2024.</p> <p><u>Portes coupe-feu</u></p> <p>Le bon fonctionnement des 3 portes coupe-feu du site a également été vérifié à cette occasion. Le bon d'intervention conclut à un bon fonctionnement des installations.</p> <p><u>Extinction automatique</u></p> <p>Le système d'extinction automatique fait l'objet d'une vérification semestrielle. La dernière vérification a été effectuée le 08 avril 2024 par la société bureau veritas. Le compte-rendu de vérification correspondant a été présenté. Il fait état de plusieurs observations sans que l'exploitant n'ait présenté de plan d'actions visant à lever ces observations et mentionne pour le système sprinkler "Les vérifications ont fait apparaître les défauts ou anomalies mentionnées dans la « Liste récapitulative des observations issues de la vérification » auxquelles il y a lieu de remédier". Cependant, les observations relevées n'empêchent pas le bon fonctionnement du système de sprinklage.</p> <p>L'exploitant transmet le plan d'action visant à lever ces observations à l'inspection.</p> <p><u>Robinet Incendie Armé (RIA):</u></p> <p>Les RIA ont fait l'objet d'une vérification périodique annuelle. La dernière vérification a été effectuée le 26/10/2023 par la société SLF SOTREM. Le bon d'intervention correspondant a été présenté et conclut à un bon fonctionnement des RIA.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

